

## Remarques sur la justice, l'égalité et l'émancipation comme points de départ (et non comme destinations)

Firoze Manji

1. Qu'est-ce que la justice économique? Peut-on la distinguer d'autres formes de justice, comme la justice sociale, politique, judiciaire, environnementale ou sur le plan du genre? Est-elle un objectif à atteindre ou un point de départ?

2. Aujourd'hui, je veux examiner les raisons et modalités de la situation actuelle, et peut-être expliquer en quoi on peut voir la justice, l'égalité et l'émancipation non pas comme un destin ou comme des objectifs, mais plutôt, à l'instar de Rancière, comme des points de départ.

*[...] l'égalité n'est pas un objectif à atteindre. Il ne s'agit pas d'un niveau égal, d'une quantité équivalente de richesses ou de conditions de vie identiques, qu'on réaliserait au fur et à mesure de l'évolution de l'histoire ou suivant des mesures stratégiques. Il s'agit plutôt d'un point de départ. Ce premier principe est indissociable du second : l'égalité n'est pas une commune mesure entre les personnes, mais bien une capacité qui leur permet d'agir comme les titulaires d'un pouvoir partagé, d'un pouvoir qui appartient à tout le monde. [...]*  
*L'émancipation, c'est d'abord adhérer à ce présupposé : je suis capable et nous sommes capables d'agir sans maîtres. Avoir cette capacité, c'est avoir la conviction que le reste de l'humanité en est aussi doté. Deuxièmement, l'émancipation est le processus par lequel nous validons ce présupposé. L'égalité n'est pas donnée; elle s'acquiert. Elle n'est pas quantitative, mais bien qualitative!*

3. Je ne tenterai pas de décrire les symptômes de l'injustice ou de l'inégalité, car je sais que vous les connaissez bien. Je tenterai plutôt de formuler un diagnostic fondé sur un bref historique qui, je l'espère, expliquera pourquoi selon moi la justice, l'égalité et l'émancipation doivent être vues comme des points de départ. Après tout, comme j'aime à le dire, l'histoire concerne l'avenir aussi bien que le passé.

4. Quand il est question de justice et d'égalité, on fait souvent référence aux valeurs nées au siècle des Lumières, en Europe, valeurs qui menèrent à l'émergence du libéralisme et à l'établissement de la société occidentale. Ce qu'on oublie ou qu'on omet souvent à propos de ce pan d'histoire, c'est que l'époque des Lumières était fondée sur la dépossession, le massacre, le génocide, l'asservissement et l'esclavage. Autrement dit, le libéralisme est l'enfant d'un siècle meurtrier. Ce sont les richesses accumulées en Europe, particulièrement en Angleterre, qui rendirent possible l'émergence du libéralisme et de la démocratie. Ces richesses accumulées à force de terreur et de conquête formèrent la base matérielle de la démocratie occidentale. Mais cette « démocratie » était et demeure *un projet*

---

<sup>1</sup> Jacques Rancière (2017), « Democracy, Equality, Emancipation in a Changing World », <https://www.versobooks.com/blogs/3395-democracy-equality-emancipation-in-a-changing-world> (traduction libre)

*d'exclusion* : aux États-Unis, elle s'appuyait sur l'idée que les hommes blancs propriétaires d'esclaves avaient le droit de voter, de participer à la vie politique et d'être considérés comme « égaux ». Idem pour la démocratie anglaise, qui n'admettait à l'origine que les propriétaires d'une terre, laquelle était presque toujours acquise par voie de dépossession. Surtout, les démocraties occidentales ont toujours présupposé une forme d'esclavagisme, de colonialisme ou de néocolonialisme.

5. La principale caractéristique du libéralisme est la création de deux zones : une zone sacrée et une zone de sacrifice. La zone sacrée « appartient » aux personnes considérées comme des êtres humains, tandis que la zone de sacrifice est réservée aux personnes jugées inhumaines, notamment les Autochtones, les esclaves, les Africain-e-s et les « sujets » du colonialisme. Ces zones ne sont pas forcément géographiques. Par exemple, au début de la démocratie, les femmes n'étaient pas considérées comme des êtres humains à part entière (c'est le principe qui sous-tend le patriarcat), et n'avaient donc pas le droit de vote. De même, en déclarant les Amériques et les Caraïbes *terra nullius*, la papauté affirmait que ces terres n'étaient pas habitées par des populations humaines. Si l'histoire du Canada diffère sous certains aspects de l'histoire des États-Unis, il n'en demeure pas moins que l'État canadien s'est aussi bâti par le génocide des peuples autochtones et la création d'une zone sacrée et d'une zone de sacrifice. Par ailleurs, l'Afrique ayant aussi été déclarée *terra nullius* par la papauté, ses habitant-e-s étaient jugé-e-s inhumain-e-s, ce qui justifiait de les réduire en esclavage mobilier (de les traiter comme du bétail) et de procéder au massacre et au génocide de cette population. Les non-Européen-ne-s étaient considéré-e-s comme inhumain-e-s; initialement, les Irlandais-es et les Slaves logeaient à la même enseigne. Les occupant-e-s de la zone sacrée construisent celle-ci sur la base de l'égalité au sein de la classe capitaliste. Voilà leur point de départ.

6. L'idéologie libérale vise donc à créer des zones sacrées pour les classes capitalistes émergentes, qui comptent sur le travail des personnes jugées moins qu'humaines ou inhumaines, condamnées aux zones de sacrifice, et sur le vol de leurs terres et de leurs ressources. Les occupant-e-s des zones de sacrifice sont aisément condamné-e-s à l'annihilation ou à l'esclavage (mobilier ou autre) ou converti-e-s en chair à canon pour protéger les intérêts de l'élite sacrée... Des millions de vies furent ainsi sacrifiées lors des deux guerres mondiales.

7. Mais la « frontière » entre les zones change constamment. La pression monte à mesure que les personnes qui occupent les zones de sacrifice luttent contre l'exploitation inhumaine qu'on leur fait subir, qu'elles revendiquent, mais aussi qu'elles définissent leur humanité. Les puissant-e-s font alors des concessions et permettent à certaines personnes de profiter des privilèges propres à la zone sacrée.

8. Nul besoin, j'en suis certain, de vous raconter les luttes menées par ceux et celles qu'on a jugé-e-s moins qu'humain-e-s au cours de l'histoire. Voici quand même quelques exemples. Je pense à la révolution menée par les esclaves d'Haïti, qui déclarèrent que chaque personne est un être humain. Au mouvement *Black Power* et au mouvement pour les droits civiques, qui proclamèrent l'humanité des personnes noires aux États-Unis. Au mouvement des femmes, qui a mené, partout dans le monde, à des changements profonds quant au sens que nous donnons à l'humanité. À la montée des mouvements indépendantistes après les deux guerres mondiales, motivés par la volonté des peuples d'affirmer leur humanité face à la terreur et à la domination coloniales.

Je pense à la création, par l'État sud-africain à l'époque de l'apartheid, d'une zone sacrée pour la population blanche, geste qui condamna les populations noires aux zones de sacrifice formées par les *townships* et les bantoustans, et ce, jusqu'à la chute du régime après les soulèvements des années 1960 et 1980. Les Sud-Africain-e-s noir-e-s n'aspiraient pas à devenir blanc-he-s.

Je pense à l'État sioniste d'Israël, qui a instauré une zone sacrée pour les personnes considérées comme juives, condamnant les Palestinien-ne-s à l'exil, à la répression, à la mort et aux bombes. Pourtant, le peuple palestinien continue d'affirmer sans relâche son humanité. Cette humanité lui est propre; elle n'aspire pas au sionisme.

Je pense à la montée de l'hindutva, en Inde, où on terrorise les communautés musulmanes avec une violence grandissante dans la foulée d'un mouvement en pleine expansion visant à expulser cette population de l'Inde, voire à l'éliminer.

9. Dans chacun de ces cas, si les personnes touchées voulaient devenir comme celles qui les oppriment ou les exploitent, nous n'y verrions pas une forme de justice. Les femmes ne luttent pas pour devenir des hommes, mais bien pour redéfinir le fait d'être humain-e, de s'organiser, de débattre, d'aimer et d'exprimer des émotions en rupture avec le patriarcat.

10. J'ai déjà expliqué que le libéralisme est une idéologie politique fondée sur la création de zones sacrées et de zones de sacrifice. En effet, la « démocratie » occidentale n'existerait pas sans l'esclavagisme et la colonisation. Sans zone de sacrifice, impossible d'accumuler le capital dont dépend cette démocratie.

11. De nos jours, tout le monde parle de néolibéralisme. Par leur domination des institutions de Bretton Woods, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les États-Unis ont cherché à justifier le recul des populations des zones de sacrifice, qui avaient pourtant fait des gains après plusieurs années de lutte. La valeur du dollar n'étant plus liée au prix de l'or depuis les années 1970, la valeur d'autres monnaies a baissé. Dans les pays du Sud, une part accrue du produit intérieur brut est consacrée au remboursement de dettes en dollars américains, et le rendement lié à l'exportation de marchandises a diminué. Résultat : on affirme que la santé, l'éducation, la sécurité sociale, les subventions en agriculture ainsi que le soutien aux coopératives sont une mauvaise utilisation des ressources de l'État. Nul besoin d'aborder une par une les politiques néolibérales. Vous les connaissez bien.

12. En contexte libéral, les frontières entre zone sacrée et zone de sacrifice sont changeantes : elles évoluent, se transforment selon l'équilibre des pouvoirs entre les membres de l'élite, animé-e-s d'une cupidité sans fin, et la lutte des personnes qui, depuis les zones de sacrifice, tentent d'affirmer leur humanité. Le nouveau libéralisme (ou néolibéralisme) ne change rien à la situation. Rien n'est fixé; tout dépend de l'équilibre des pouvoirs entre zone sacrée et zone de sacrifice.

13. En fait, on a instauré la privatisation du domaine public, c'est-à-dire qu'on a créé les conditions propices à l'émergence d'un système à deux niveaux : un pour les « riches » et un pour les « pauvres ». Le mot *privatisation* est un euphémisme qui signifie le rétablissement des zones sacrées et des zones de sacrifice sous de nouvelles conditions. Aux États-Unis comme ailleurs, les attaques contre le droit à l'avortement signalent une volonté d'expulser la majorité des femmes de la zone sacrée.

14. Ce qu'il faut retenir, c'est que nous vivons à une époque où le capital cherche à renverser les principes fondateurs du libéralisme sous de nouvelles conditions. Voilà l'objectif du néolibéralisme. Mais quelles sont ces nouvelles conditions? D'abord, pour instaurer ces politiques sans déclencher une résistance organisée, à laquelle il faudrait répondre par la violence, il fallait trouver des allié-e-s à l'échelle locale. On a donc fait en sorte que les élites et les classes moyennes puissent intégrer une nouvelle zone sacrée, tout en expulsant le reste de la population vers des zones de sacrifice. Auparavant, la zone sacrée était réservée aux personnes blanches, mais dans cette nouvelle ère, l'élite du Sud pouvait intégrer la zone sacrée, profiter des privilèges afférents et se servir de l'État pour accumuler davantage de capital. Les sommes obtenues étaient placées dans des banques européennes ou américaines, ou ailleurs à l'étranger. Concrètement, ces personnes sont devenues membres de la bourgeoisie mondiale. À ce titre, elles ont tout intérêt à appuyer la mise en place d'un nouveau libéralisme (rappelons que le néolibéralisme, ce n'est que faire du neuf avec du vieux).

15. Il existe un mythe selon lequel les politiques néolibérales auraient été imposées aux pays du Sud. Il est vrai que, dans de rares cas, lorsqu'un gouvernement tentait de s'opposer aux politiques des États-Unis, on avait recours à la violence, aux coups d'État et aux assassinats. Mais dans la plupart des cas, nos soi-disant « dirigeant-e-s » se sont aperçu qu'il était dans leur intérêt qu'émerge une nouvelle forme de libéralisme : une idéologie qui donnerait lieu à de vastes zones d'appauvrissement ainsi qu'à des zones concentrées d'accumulation et de dépossession. Cette élite a profité de la mise en œuvre des politiques néolibérales, sur le plan économique et sur le plan politique. Ses membres n'hésitent jamais à défendre leur place dans la zone sacrée. À preuve, la dévastation imminente liée à la destruction du climat et à l'élévation du niveau de la mer a mené à la création de villes flottantes (pensons à Lagos), où l'élite peut vivre en toute sécurité et exclure les occupant-e-s des zones de sacrifice, à l'exception des domestiques.

16. Autrement dit, il n'est plus possible de parler de justice économique selon le modèle Nord-Sud ou en comparant les pays développés aux pays en développement. Les dirigeant-e-s des anciennes colonies font partie intégrante de l'espace sacré. Leur rôle est non seulement de maintenir la division entre zone sacrée et zone sacrificielle, mais aussi d'élargir cette dernière. La gestion de la pandémie de COVID-19 illustre bien ce phénomène. Dans les pays du Nord, on parle d'iniquité en ce qui concerne le manque de vaccins dans les pays du Sud. Mais un regard de l'intérieur révèle une inégalité encore plus grave. Au Kenya, par exemple, l'élite et ses allié-e-s de la classe moyenne reçoivent des vaccins tandis que les habitant-e-s des ghettos et des quartiers informels sont criblés de balles.

17. Revenons à mon principal propos : les personnes qui souffrent des pires formes d'oppression, d'exploitation et de déshumanisation sont celles qui comprennent le mieux la nature humaine. Dans la lutte pour affirmer leur humanité, elles définissent ensemble le fait d'être humain-e; à l'apogée de la lutte, elles cherchent non pas une définition fondée sur l'exclusion, mais une définition universaliste

(pensons à la révolution haïtienne et au mouvement Abahlali baseMjondolo, par exemple). Pour elles, la justice économique n'est pas un moyen d'aspirer à la zone sacrée, de se conformer à ses règles ou d'accumuler des richesses fondées sur l'exploitation et l'oppression. La justice économique ne vise pas la redistribution des richesses, mais bien la redéfinition de la richesse en faveur du bien commun. Loin d'être monétaire, cette richesse correspond à la capacité humaine de réaliser son plein potentiel. Les Autochtones et les peuples colonisés ne veulent pas devenir comme les colon-ne-s; les membres du mouvement Black Lives Matter ne veulent pas devenir blanc-he-s; les zapatistes du Chiapas ne veulent pas devenir mexicain-e-s.

18. L'émergence d'une action collective présuppose une justice entre les personnes. Il s'agit d'un point de départ (et non la destination). Mais pour devenir pleinement humain-e, il faut entreprendre des actions collectives visant l'émancipation humaine, un projet politique qui va au-delà de l'argent et du pouvoir d'achat. Chaque fois qu'un groupe opprimé ou exploité s'exprime, il donne naissance à de nouvelles façons de penser, de devenir, d'exprimer une humanité et de définir le fait d'être humain-e. Le point de départ est l'acceptation de l'égalité entre tou-te-s, d'une justice égalitaire et d'une aspiration commune à un humanisme qui accueille au lieu d'exclure; un humanisme qui, en fin de compte, est une forme d'universalisme.

19. Mais pour arriver à ce stade, il faut d'abord accepter que les occupant-e-s des zones de sacrifice *pensent*. Il faut reconnaître que les personnes qui s'organisent pour proclamer leur humanité ont la capacité de penser l'émancipation, de penser la liberté. L'égalité est ainsi le point de départ : nous sommes tou-te-s capables de penser la liberté, de penser la justice et de reconnaître notre capacité à changer les choses ensemble. Penser la justice suppose la reconnaissance d'une humanité commune et implique que collectivement, nous puissions définir la nature humaine. La justice est le point de départ; elle nous permet d'être porteurs et porteuses de possibilités, et non seulement d'oppositions.

20. Nous devons donc nous poser les questions suivantes : quel rôle avons-nous à jouer en tant qu'occupant-e-s de la zone sacrée? Comment pouvons-nous appuyer les mobilisations des occupant-e-s de la zone de sacrifice? Comment pouvons-nous aménager un espace qui permet aux occupant-e-s des zones de sacrifice de créer les conditions de leur propre libération? Comment pouvons-nous entraver les efforts déployés par notre propre élite pour exploiter et opprimer les peuples des zones de sacrifice? Comment pouvons-nous faire obstacle à leurs tentatives d'expulser la majeure partie de l'humanité vers ces zones? Voilà les questions auxquelles, je l'espère, vous tenterez de répondre lors de vos séances.

Le 27 mai 2022, à Cantley (Québec).

**Commenté [SO1]:** Il semble manquer un mot dans la version originale.